



Grèves à répétition dans les domaines de l'économie et des finances: L'UJEB invite les syndicats à revoir leur méthode de lutte

Page 4

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du mardi 2 mai 2017
7 Jrs/7

du BURKINA

N°377

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Traitez vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 15.

Roch Marc Christian KABORE
préside la première édition de la
VITHRO

Page 8



RCA: les Casques bleus burundais
diffèrent leur départ de Kaga-
Bandoro

Page 14



Commémoration de la fête du travail au
Burkina Faso: 13 points retenus dans
la plateforme minimale des UAS pour
l'amélioration des conditions de vie des
travailleurs

Page 2



Authorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

SOCIÉTÉ

Commémoration de la fête du travail au Burkina Faso: 13 points retenus dans la plateforme minimale des UAS pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs

Région du Centre



Georges Kouanda, président du mois de l'UAS.

Ce jour, 1^{er} mai, le monde syndical burkinabè marque un arrêt pour un tour d'horizon de la situation nationale et internationale. Au Burkina Faso, le rituel a encore été respecté à l'occasion de la fête du travail. Les travailleurs se sont réunis à la bourse du travail à Ouagadougou pour interpellier les dirigeants sur les conditions de travail. Pour l'occasion, ils ont remis le cahier contenant leurs doléances au ministre en charge du travail.

A ce traditionnel rendez-vous, toutes les couches sociales étaient représentées pour dire non à la vie chère. Oui aux respects des libertés démocratiques et syndicales, oui à un taux du travail protecteur des travailleurs. Au ministre en charge du travail, ils ont remis leur cahier de doléance qui comporte 41 points pour qu'il le transmette à qui de droit, à l'issue d'une marche qui a conduit les travailleurs de la Bourse du travail de Ouagadougou à la Caisse nationale de sécurité sociale.

La plateforme minimale de ce 1^{er} mai 2017 est constituée de 13 points.

Au nombre des points inscrits sur cette plateforme, on retiendra entre autres la mise en œuvre de l'ensemble des engagements pris à l'issue des rencontres annuelles, gouvernement/syndicats des années 2015 et 2016 au plus tard le 31 décembre 2017, la révision de l'article 57 du code des impôts en vue de l'exonération de l'IUTS sur les primes et indemnités des travailleurs du public, du parapublic et du privé et le relèvement du SMIG à 50 mille F CFA.

Après donc la remise du cahier de doléance au ministre Sawadogo, les milliers de travailleurs ont

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

entamé leur marche dans les artères de la ville jusqu'à la Bourse du Travail où le président du mois de l'UAS a livré son message au cours d'un meeting.

Pour Georges Kouanda, président du mois de l'UAS, la situation nationale du pays reste marquée par l'approfondissement de la crise sociopolitique.

Il s'exprime en ces termes « Après l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et la résistance héroïque du peuple au putsch du 16 septembre 2015, force est de constater que l'aspiration à un changement radical en faveur du peuple a été trahie par les autorités de la transition et par les nouveaux anciens dirigeants du MPP et leurs alliés. La déception des populations touche essentiellement à l'impunité dont continue de bénéficier les auteurs de crimes de sang et de crimes économiques, à la vie chère, à la sécurité, à la gouvernance et à la mise en œuvre des engagements ».

Le ministre Clément Sawadogo, quant à lui, dans un bref discours, a assuré aux centrales syndicales que les doléances seront « examinées avec la plus grande attention par le gouvernement. « Tout ce que nous pouvons encore faire pour consolider les acquis des travailleurs, nous allons le faire à commencer par le respect des libertés démocratiques syndicales, les principes du dialogue social. Pour les revendications qui ont



Le Président du mois de l'UAS remettant le cahier de doléances au ministre en charge du travail.

un caractère économique, nous allons les étudier pour les inscrire dans le cadre du possible »

Il a par ailleurs ajouté que le gouvernement a créé tout récemment par décret le haut conseil du dialogue social. Pour lui, cette nouvelle institution qui va voir le jour dans les toutes prochaines semaines travaillera à asseoir tout le monde autour du même table pour discuter l'ensemble des préoccupations qui concerne les travailleurs, le patronat et le gouvernement

sur une base tripartite.

Conscient que les défis à relever sont de taille, l'unité d'action syndicale appelle l'ensemble des travailleurs à rester mobiliser.

Alfred Sié KAM/Rédaction S-C Infos

SOCIÉTÉ

Grèves à répétition dans les domaines de l'économie et des finances L'UJEB invite les syndicats à revoir leur méthode de lutte

Région du Centre



Le président de l'UJEB, Honoré Yonli (au milieu) a déploré le comportement de certains entrepreneurs qui postulent pour les marchés se chiffrant à des milliards de francs et également autour des petits marchés.

L'union des jeunes entrepreneurs du Burkina (UJEB) a organisé une conférence de presse le mercredi 26 avril 2017 pour porter à la connaissance de l'opinion national la tenue de la prochaine rencontre de concertation et d'échange entre l'UJEB et le Gouvernement.

En prélude de la rencontre de concertation et d'échange entre le gouvernement et les jeunes entrepreneurs du Burkina, l'Union des jeunes entrepreneurs du Burkina a rencontré les hommes de média le mercredi 26 avril 2017

pour parler dudit évènement. Cette rencontre placée sous le patronage du ministre de la jeunesse de la formation et de l'insertion professionnel, Smaïla Ouédraogo a pour thème : « La faible solvabilité des jeunes entrepreneurs et la restriction des crédits bancaires ». La lecture de la situation nationale, économique et l'interpellation du gouvernement concernant les préjudices subis par les jeunes entrepreneurs suites aux grèves répétées des différents syndicats dans les domaines de l'économie et de finance étaient également au menu

de cet échange avec la presse.

Concernant la situation nationale, l'UJEB a félicité l'effort du gouvernement pour certaines réalisations : la réhabilitation de voies routières entrepris dans plusieurs régions, le lancement de projets de bitumage des axes routiers nationaux pour le désenclavement des régions entières, Ils ont invité les différents acteurs à soutenir le gouvernement burkinabè pour faire bouger le développement du pays en particulier dans le domaine économique. Le Président de l'UJEB, Honoré Yonli a expliqué que

La suite à la page 5

SOCIÉTÉ

La suite de la page 4



Les journalistes se sont intéressés à l'arrestation de certains ténors du milieu des affaires burkinabè.

les multiples grèves des syndicats de l'économie et des finances ont énormément perturbé les activités des jeunes entrepreneurs. Il a indiqué que cette situation a engendré d'énorme perte pour les jeunes entrepreneurs car l'administration est la seule habilité pour l'octroi de certains documents administratifs dans le domaine entrepreneurial. Honoré Yonli a jugé qu'ils ont été les victimes collatérales et innocentes du bras de fer entre lesdits syndicats et le gouvernement. Pour éviter d'autres désagréments dans l'avenir, L'UJEB a invité les syndicats à revoir leur méthode de grève. Ils ont suggéré qu'un service minimum soit attribué comme c'est le cas dans le domaine de la santé en de pareilles circonstances. A la question de savoir si ladite

organisation a évalué en données chiffrées les pertes occasionnées par ces grèves. Le président de l'UJEB a répondu par la négative, il a, par contre signifier que le simple fait de ne pas pouvoir obtenir un document administratif ôte la possibilité et la chance de pouvoir obtenir un marché. A ce sujet, l'Union des jeunes entrepreneurs ont proposé au gouvernement l'organisation des Etats généraux de la fonction publique pour une actualisation du processus organisationnel du fonctionnement de l'administration publique. Au cours des échanges avec les journalistes, Honoré Yonli a dénoncé certains grands opérateurs économiques qui s'accaparent tous les marchés publics (petits et grands marchés) au Burkina. Cette attitude selon

lui, est une concurrence déloyale absorbant les petits entrepreneurs. Il a suggéré une catégorisation des marchés pour permettre à tous les entrepreneurs d'avoir la possibilité d'obtenir les marchés publics. Quant à l'arrestation d'Inoussa Kanazoé, l'UJEB a déclaré que c'est une affaire judiciaire, elle n'a pas son mot à dire.

Dores pour SC Info

ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Le Projet OACI-UE sur la réduction du CO2 dans l'aviation internationale présenté au Président du Faso

Région du Centre



C'est un projet qui compte 14 Etats dont le Burkina Faso, le seul pays d'Afrique de l'Ouest bénéficiaire.

Une délégation de l'équipe de mise en œuvre du Projet OACI-UE sur la réduction du CO2 dans l'aviation internationale, conduite par le Coordonnateur Afrique du projet, Monsieur Didier MOUKALAN, a été reçue en audience par le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, en début d'après-midi du vendredi 28 avril 2017.

S'exprimant sur l'objet de sa visite chez le chef de l'Etat à

sa sortie d'audience, Monsieur Didier MOUKALAN a dit être venu présenter au Président du Faso, un projet dont le Burkina Faso est bénéficiaire. « Nous sommes là pour présenter au Président du Faso, le Projet OACI-UE sur la réduction du CO2 dans l'aviation internationale. C'est un projet qui compte 14 Etats dont le Burkina Faso, le seul pays d'Afrique de l'Ouest bénéficiaire. Le projet a débuté depuis 2014 et à la date d'aujourd'hui, nous sommes à la phase de la mise en œuvre des plans d'action des Etats. Les 14 Etats ont soumis leurs plans d'action ; le Burkina Faso a soumis

le sien le 31 décembre 2015 et il a été retenu pour bénéficier de la mise en œuvre de deux mesures : la mesure qui porte sur la mise en œuvre des procédures de descente et de montée continues dans l'aviation civile et celle qui a trait à une étude de faisabilité pour les carburants alternatifs au Burkina Faso, pour identifier le potentiel de ces carburants ici. Nous sommes venus présenter ces deux mesures au chef de l'Etat et essayer d'avoir son soutien et son appui pour la mise en place de ces deux projets », a expliqué le Coordonnateur Afrique du Projet OACI-UE sur la réduction du CO2

La suite à la page 7

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6



Nous sommes venus présenter ces deux mesures au chef de l'Etat et essayer d'avoir son soutien et son appui pour la mise en place de ces deux projets », a expliqué le Coordonnateur Afrique du Projet OACI-UE sur la réduction du CO2 dans l'aviation internationale.

dans l'aviation internationale. Ce projet qui a pour objectif principal « la réduction des émissions de CO2 dans le domaine de l'aviation, aura à terme, un impact sur la lutte contre la pauvreté et le développement technologique », à en croire Monsieur Didier MOUKALAN.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso



« la réduction des émissions de CO2 dans le domaine de l'aviation, aura à terme, un impact sur la lutte contre la pauvreté et le développement technologique », à en croire Monsieur Didier MOUKALAN.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Roch Marc Christian KABORE préside la première édition de la VITHRO

Région du Centre



La VITHRO s'est tenue et placée sous le thème : « Quelles stratégies pour une relance du tourisme interne ».

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a présidé la cérémonie d'ouverture de la première édition de la Vitrine internationale du Tourisme, de l'Hôtellerie et de la Restauration de Ouagadougou (VITHRO), dans l'après-midi du 28 avril 2017.

C'est sur l'Avenue N'Kwamé N'KRUMAH, lieu où des attaques terroristes ont visé un hôtel et un Café-restaurant que l'ouverture de la première édition de la VITHRO s'est tenue et placée sous le

thème : « Quelles stratégies pour une relance du tourisme interne ». Elle a essentiellement été marquée par trois d'allocutions. Le président de la Fédération des Organisations patronales du Tourisme et de l'Hôtellerie du Burkina (FOPATH) et président du comité d'organisation, Monsieur Pierre Célestin ZOUNGRANA a indiqué que cette manifestation qui est à sa première édition, vise plusieurs objectifs : être une porte ouverte du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration durant une semaine, montrer à la population résidente, la gamme de produits et de prestations

qu'offre ce secteur, intéresser les populations riveraines à l'économie du tourisme, à la protection de l'environnement et à la pratique du tourisme durable, supprimer la distance faussement entretenue entre la population et les établissements hôteliers et de restauration. A terme, les promoteurs de la VITHRO veulent être en aval de l'artisanat, voire de l'industrie agroalimentaire. De ce fait, dira Monsieur ZOUNGRANA, « la mobilisation de ce soir, avec le chef de l'Etat en tête est très réconfortant ».

C'est pourquoi, au nom de tous

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8

les acteurs privés du secteur du tourisme et au sien propre, il a « exprimé toute sa reconnaissance à son Excellence Monsieur le Président du Faso pour l'honneur qu'il leur a fait en acceptant de présider personnellement cette cérémonie ». Pour le président de la FOPATH de l'espace UEMOA, Monsieur Mamadou Racine SY, la présence du chef de l'Etat témoigne de l'intérêt qu'il a pour le tourisme. Il a ensuite adressé ses félicitations aux acteurs du tourisme burkinabè, pour la sérénité avec laquelle ils ont su réagir avec professionnalisme, face à la situation difficile qu'ils ont traversée. Dans son discours de lancement, le ministre de la Culture, des Arts et du Tourisme a salué l'initiative qui s'inscrit en droite ligne de l'option du Burkina pour une économie basée sur l'initiative privée. « Elle s'inscrit dans un environnement marqué par la reconnaissance du rôle moteur du secteur dans la promotion du développement économique et social de notre pays ». Le Ministre Tahirou BARRY s'est par ailleurs réjoui du choix du thème de la présente édition qui « pose la question des stratégies pour promouvoir le tourisme car en attendant le retour de la confiance des visiteurs étrangers, l'enjeu principal est de développer le tourisme interne ». La coupure symbolique du ruban par le chef de l'Etat qui a donné le top départ de cette première édition de la VITHRO a été suivie de la visite des stands et la dégustation des mets locaux.



A terme, les promoteurs de la VITHRO veulent être en aval de l'artisanat, voire de l'industrie agroalimentaire.



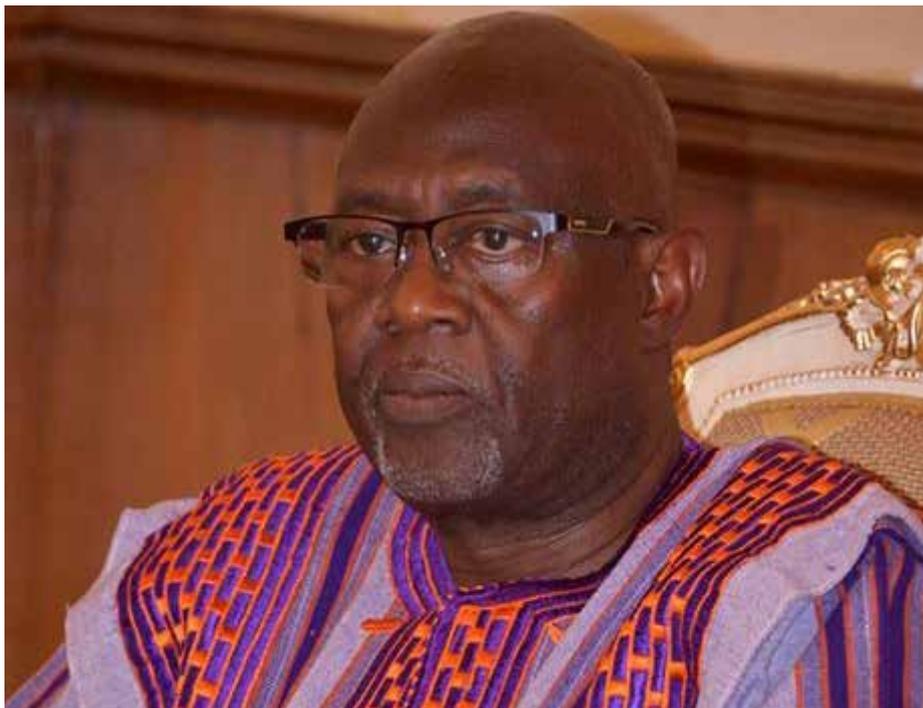
Pour le président de la FOPATH de l'espace UEMOA, Monsieur Mamadou Racine SY, la présence du chef de l'Etat témoigne de l'intérêt qu'il a pour le tourisme.

**La Direction de la Communication
de la Présidence du Faso**

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Mot de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques à l'occasion de la fête du travail

Région du Centre-Nord



Monsieur le Ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques.

En cette journée mondiale du travail, je voudrais exprimer mon admiration à tout le personnel du département, toutes catégories confondues, pour les efforts consentis à longueur de journées afin de réaliser notre vision commune : « Faire de l'Agriculture un secteur qui assure simultanément la sécurité alimentaire, la durabilité environnementale et les opportunités économiques pour un développement durable du Burkina Faso qui repose aussi bien sur les exploitations familiales et l'entrepreneuriat agricole ».

En ce jour si plein de symboles, j'ai une pensée singulière à l'endroit de nos vaillants travailleurs

qui bravent les difficultés sur les chantiers de la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux côtés des producteurs agricoles. Je voudrais les assurer de notre soutien indéfectible et de notre ferme volonté de leur apporter les moyens indispensables à l'accomplissement de leur mission. J'engage tous les travailleurs du département à poursuivre inlassablement les actions visant l'intensification et la diversification des productions agricoles, la sécurisation foncière, le soutien à l'entrepreneuriat agricole, gages de notre croissance économique et de notre souveraineté alimentaire. A toutes et à tous, je souhaite une excellente fête du travail, avec l'ardent espoir que le travail nous éloigne effectivement du vice, de l'ennui et du besoin. Vive le travail bien fait ! Vive l'agriculture ! Vive le secteur rural !

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Commission Mixte Burkina Faso- République de Guinée : les rideaux sont tombés sur les travaux de la deuxième session

Région du Centre



Le mardi 25 avril 2017, les experts Burkinabè et Guinéens ont achevé leurs travaux portant sur la deuxième session de la Grande Commission Mixte de coopération entre nos deux pays.

Le mardi 25 avril 2017, les experts Burkinabè et Guinéens ont achevé leurs travaux portant sur la deuxième session de la Grande Commission Mixte de coopération entre nos deux pays.

La cérémonie de clôture coprésidée par Madame Rita Solange AGNEKETOM /BOGORE, Ministre déléguée chargée de la coopération régionale et des Burkinabè de l'Extérieur et le Général Bouréma CONDE, Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation de la Guinée a eu lieu dans salle de conférence



Les travaux ont été sanctionnés par un communiqué de presse qui a été lu par l'Ambassadeur, Pascal BAJOBO, Directeur Général des Relations Bilatérales.

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur. Les travaux ont été sanctionnés par un communiqué de presse qui a été lu par l'Ambassadeur, Pascal BAJOBO, Directeur Général des Relations Bilatérales. Cette deuxième session a permis en outre la finalisation et la signature de dix accords entre les gouvernements des deux pays. Il s'agit notamment des domaines de la culture, du sport et loisirs, de la formation professionnelle, de l'éducation etc. Cette session s'est également penchée sur la nécessité de la mise en place d'un comité d'évaluation et de suivi des différents accords. A cet effet, rendez-vous a été pris pour 2018 pour la tenue d'une réunion d'évaluation à mi-parcours avant la troisième session de la grande Commission Mixte de Coopération entre nos deux



Cette session s'est également penchée sur la nécessité de la mise en place d'un comité d'évaluation et de suivi des différents accords.

pays prévue en 2019 à Conakry.

DCPM/Affaires étrangères

La haute cour de justice

Région du Centre

- **COMPOSITION** sont élus par leurs paires pour par un avocat général.
- ET ORGANISATION** la durée de la législature.
- Elle est composée de 9 juges dont 6 députés élus par leurs paires et 3 magistrats du grade exceptionnel de la hiérarchie judiciaire désignés par le premier président de la Cour de cassation.
- Tout juge peut être récusé conformément aux dispositions du code de procédure pénale.
- Le ministère public est représenté par le procureur général près la Cour de cassation et en cas d'empêchement
- L'instruction est assurée par une commission d'instruction composée de trois membres nommés par ordonnance du premier président de la cour de cassation parmi les magistrats de cette juridiction.
- Les juges parlementaires
- Le greffe de la HCJ est

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

assuré par le greffier en chef de la Cour de cassation.

-La Haute cour de justice élit son président parmi les 9 personnalités.

• ATTRIBUTIONS ET COMPÉTENCES

-Elle est compétente pour connaître des actes commis par le président du Faso dans l'exercice de ses fonctions et constitutifs de haute trahison, d'attentat à la Constitution ou de détournements de deniers publics.

-Elle est également compétente pour juger les membres du gouvernement en raison des faits qualifiés crimes ou délits commis dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leur fonction.

-La mise en accusation du président du Faso est votée à la majorité des 4/5 des députés de l'assemblée nationale.

-Celle des membres du gouvernement est votée à la majorité des 2/3.

-Une fois la résolution votée, elle est transmise par le président de l'Assemblée nationale au Procureur général près la Cour de cassation qui la notifie dans les 24 heures au président de la Haute cour de justice et au président de la commission d'instruction.

• FONCTIONNEMENT

-Dès la réception de la résolution de mise en accusation, le président de la commission d'instruction convoque les membres de ladite commission.

-La procédure d'instruction devant la commission d'instruction se fait conformément au

code de procédure pénale.

-S'il existe des charges suffisantes énoncées dans la résolution, la commission d'instruction rend une ordonnance de renvoi de l'accusé devant la Haute cour de justice.

-S'il n'y a pas de preuves suffisantes, elle rend une

et à la majorité absolue.

-Si l'accusé est déclaré coupable, la Haute cour de justice vote l'application de la peine.

-Les arrêts de la Haute de justice ne sont susceptibles ni d'appel ni de pourvoi en cassation.



ordonnance de non lieu.

-La constitution de partie civile n'est pas recevable devant la Haute cour de justice.

-L'ordonnance de renvoi est signifiée aux accusés 08 jours au moins avant leur comparution.

-La procédure se déroule conformément au code de procédure pénale en matière correctionnelle.

-Après la clôture des débats, la Haute cour de justice statue sur la culpabilité des accusés par vote au bulletin secret

-Seul le recours en révision est admis dans les conditions définies par la loi.

-Les règles de la contumace et de la procédure correctionnelle par défaut sont applicables devant la Haute Cour de justice.

-Les actions en réclamations de dommages et intérêts résultants des crimes et délits poursuivis devant la Haute cour de justice relèvent de la compétence des juridictions de droit commun.

Source : DDI/MJDHPC

LES PAGES DE L'INTERNATIONAL

RCA: les Casques bleus burundais diffèrent leur départ de Kaga-Bandoro



A Kaga-Bandoro, dans le nord de la Centrafrique, une semaine de tensions entre la population et la Minusca vient de s'achever. En cause, le départ du contingent burundais est contesté, notamment par les nombreux déplacés qui vivent encore dans leurs tentes de fortune.

Les Casques bleus burundais étaient arrivés en septembre dernier à Kaga-Bandoro. Alors que la région connaissait de nombreux combats entre anti-balaka et ex-Seleka, ils étaient venus renforcer temporairement le contingent pakistanais de la Minusca. Ces derniers sont vivement critiqués par les habitants de la ville. Notamment concernant leur

inaction supposée lors de l'incendie du camp de déplacés qui a fait une trentaine de morts le 12 octobre dernier après l'attaque des Seleka du MPC (Mouvement patriotique pour la Centrafrique) d'al-Khatim.

Depuis, ces déplacés se sont installés à l'entrée du camp de base de la Minusca et seraient environ 15 000 à vivre dans des conditions précaires.

Depuis jeudi, des manifestations ont été organisées pour protester contre le départ des Casques bleus burundais et des barricades étaient érigées dans la ville, mais également à Ndomété à une quinzaine de kilomètres au sud, empêchant ainsi les camions

de ravitailler Kaga-Bandoro.

La tension semble être retombée après que des négociations ont abouti. Car si le départ des Casques bleus burundais est acté par la Minusca, ceux-ci ont accepté de différer leur départ, à une date encore inconnue.

Source RFI

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Stage – chargé(e) d'étude **Balkan**

Description

Présentation synthétique de l'organisation

Solidarité Laïque est une association régie par la loi 1901, reconnue d'utilité publique depuis 1990, qui regroupe 50 organisations (associations, coopératives, fondations, mutuelles, syndicats). Elle développe des actions en France et dans plus de 20 pays du monde dans le domaine de l'éducation, l'économie sociale et solidaire, l'action sociale et médico-sociale en vue de promouvoir l'accès aux droits fondamentaux (<http://www.solidarite-laique.org>).

Finalité du poste :

Sous la responsabilité du Délégué aux Actions de Coopération Internationale (DACI) et dans le cadre de la politique de coopération et de solidarité définies par les instances de Solidarité Laïque, le/la chargé(e) d'étude aura pour objectif d'établir une étude contextuelle et thématique des pays Europe Continentale (priorité pour la zone Balkan).

Missions principales et tâches :

– Etablir une cartographie des actions des membres de Solidarité Laïque dans la zone géographique ;

– Réaliser des recherches sur les pays de la zone géographique incluant :

– Contexte social, économique et politique,

– Situation de l'éducation, de la formation et de l'insertion socio-professionnelle

– Situation de la jeunesse

– Initiatives et dynamiques au sein des sociétés civiles

– Politiques publiques sur les thématiques énumérées ci-dessus.

– Rechercher les différents textes de l'Union Européenne sur les dynamiques et les politiques en cours ;

– Assurer une recherche sur les projets des ONG nationales et internationales en cours ;

– Assurer une cartographie et une veille des financements possibles.

Remarques

Ponctuellement, et à la demande de la direction de l'association, le/la salarié/e du secteur pour effectuer toutes tâches nécessaires au bon fonctionnement de l'organisation.

Ville P a r i s

Expériences / Formation du candidat

– Formation bac + 4 à 5 en sciences de l'éducation dans contexte

de coopération internationale et/ou gestion de projet/humanitaire/développement,

– Connaissance du cycle de projet et des outils de gestion de projet (planification, cadre logique, etc.),

– Connaissances dans le domaine de l'éducation, la jeunesse,

– Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, Internet),

– Connaissance de la zone serait un plus,

– Connaissance des politiques de l'Union Européenne.

Langues parlées

Français, anglais

Qualité du candidat

– Excellentes capacités rédactionnelles (en français) et bonne capacité de lecture en anglais,

– Qualité relationnelles, aptitude à travailler en équipe et à dialoguer avec des interlocuteurs très différents,

– Capacité de synthétiser,

– Rigueur méthodologique, capacité d'organisation et d'autonomie dans le travail,

– Intérêt pour la zone,

– Sens de l'initiative et forte motivation, patience et pédagogie.

Fonctions A u t r e ,
Coordination, Gestion de projet, Etudes, Recherche,

La suite à la page 16

JOBS CAMPUS

La suite de la page 15

Technicien spécialiste	Salaire / Indemnité	Email de la personne contact
Activités Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Social	Selon les dispositions légales	contactv.dalonneau@solidarite-laique.org
Pays Europe, France	Documents à envoyer	Date de fin de validité
Contrat Stage	CV et lettre de motivation	31/05/2017
Durée du contrat	Merci d'indiquer dans l'objet dans du mail la ref : STAGE/BALKAN	
stage conventionné de 6 mois à partir de juin 2017	Nom de la personne contact	
	Vincent Dalonneau	



Avis de recrutement

Poste: Chef du projet de support aux opérations en Afrique de l'Ouest H/F

Description

Médecins Sans Frontières, association médicale humanitaire internationale créée en 1971, apporte une assistance médicale à des populations aux prises avec des crises menaçant leur survie, principalement en cas de conflits armés, mais aussi d'épidémies, de catastrophes naturelles ou encore d'exclusion des soins. La section Française de MSF est présente dans une trentaine de pays dont 5 en Afrique de l'ouest.

Dans le cadre d'une création de poste, nous recherchons pour notre département des opérations un/une :

Chef du projet de support aux opérations en Afrique de l'Ouest H/F

Mission

Intégré(e) à la cellule 3 et en collaboration avec le Responsable de la cellule, vous êtes chargé(e) de la définition, l'adaptation et l'implémentation de la stratégie de support aux opérations en Afrique de l'ouest. Vous travaillez sur cette activité en étroite collaboration avec les équipes de recrutement, de formation et de gestion de pool du bureau de Paris qui sont en charge d'assurer la cohérence globale de la stratégie RH de MSF OCP. Les activités du projet de support aux opérations en Afrique de l'Ouest peuvent être amenées à évoluer et

intégrer des volets tels que la logistique, l'approvisionnement et la communication.

Vos principales responsabilités sont :

Sous la responsabilité hiérarchique et fonctionnelle du Responsable de la cellule 3 de MSF-France basé à Paris

Participer à la définition, l'adaptation et l'implémentation de la stratégie du projet :

Participer à l'élaboration de la stratégie et des objectifs du projet.

Superviser la mise en œuvre du projet, suivre son évolution, les résultats finaux et les réussites, et veiller à ce que les standards éthiques et techniques de

La suite à la page 17

JOBS CAMPUS

La suite de la page 16

l'organisation sont remplis et les objectifs atteints.

Être le garant des progrès effectués et soumettre les stratégies de réorientation au siège le cas échéant.

Contrôler les indicateurs financiers et le budget du projet.

Coordonner les actions avec les autres départements de MSF dans la région et dans le siège de Paris.

Fournir des rapports à l'équipe de la cellule concernant l'évolution du projet et éventuellement proposer des corrections.

Elaborer la mémoire institutionnelle du projet, procéder à l'archivage des documents écrits au cours de l'exécution du projet, afin de diffuser les réalisations de MSF et de contribuer à les faire connaître davantage.

Surveiller les risques et les menaces qui planent autour du projet, en rassemblant des informations sur la situation et en analysant les conséquences des décisions politiques ou des négociations en cours.

Coordonner les ressources humaines et financières nécessaires à l'implémentation du projet :

Veiller à ce que les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires au projet soient mises en œuvre correctement en termes de planification, de quantité

et de coordination, afin d'assurer la réussite du projet.

S'assurer que le coordinateur des ressources humaines (HRCO) et le référent des ressources humaines de la cellule opérationnelle appliquent les politiques de gestion des ressources humaines conformément à la vision, à la politique et aux principes de l'organisation.

S'assurer que le coordinateur financier (FinCo) coordonne la recherche active de fonds locaux tout en contrôlant les dépenses, le budget et les achats.

Superviser l'équipe de Coordination du projet.

Diriger, informer, faire le point, accompagner, évaluer, identifier les besoins en formation et assister l'équipe du projet.

Veiller à ce que tous les membres de l'équipe du projet hiérarchisent correctement les besoins, fournissent des plannings de travail et facilitent la prise de décision.

S'assurer que le HRCO veille au respect du bien-être de ses équipes (conditions de vie, bon état de santé, niveau de stress, etc.) et à leur conduite exemplaire.

Contribuer au développement de la transversalité :

Partager les informations, développer la capacité à travailler avec les autres services et départements de

MSF-France dans le cadre de la gestion du projet.

Dans le cadre du partage des bonnes pratiques, développer le travail avec vos homologues des autres sections MSF.

Ville Poste basé à Abidjan avec 20% du temps en déplacement dans la région Afrique de l'ouest et à Paris

Expériences / Formation du candidat

Diplôme en gestion de projet ou gestion des ressources humaines souhaitable.

2 années d'expérience minimum à des postes de direction dans l'aide humanitaire.

Expérience au sein de MSF indispensable.

Expérience au siège de MSF souhaitable.

Bonne connaissance de l'organisation et du fonctionnement de MSF.

Maîtriser les outils de gestion de projet.

Bonne connaissance des outils informatiques (Microsoft office, etc ...)

Langues parlées

Français et anglais courants sont requis.

Qualité du candidat

Autonomie, aptitude à coopérer, rigueur,

La suite à la page 18

JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

Qualité d'anticipation, qualité d'analyses et de synthèse;

Bon relationnel, capacité d'adaptation, sens de l'organisation.

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Ressources Humaines

Activités Humaines, Ressources Santé

Pays Afrique, Côte d'Ivoire

Contrat C D D

Durée du contrat

CDD 12-18 mois – Temps plein.

Poste à pourvoir : Début Juin 2017

Salaire / Indemnité

Contrat salarié terrain 38K€ – 45K€ bruts annuels en fonction de l'expérience.

Perdiem 5,9 K€ nets annuels.

Assurance santé, vie et rapatriement prises en charge à 100% par Médecins Sans Frontières.

Possibilité de départ en famille avec des conditions de prise en charge spéciales.

Documents à envoyer

Merci de déposer votre candidature (lettre de motivation et CV) en ligne

<http://msf.fr/recrutement/>

travailler-sur-terrain/offres

jusqu'au 14 mai 2017 inclus.

Seul(e)s les candidat(e)s dont les dossiers auront été retenus seront contacté(e)s.

Postuler en ligne

<http://msf.fr/recrutement/travailler-sur-terrain/offres>

Date de validité de fin de 14/05/2017



Avis de recrutement

Poste: Consortium à durée déterminée
Coordinator Irak Fin du contrat

Description 12 mois

P o s i t i o n **Sécurité Niveau de risque**

Coordinateur Consortium R i s k y

Date de début **A propos ACTED**

A S A P Depuis 1993, en tant

L i e u qu'organisation non

Erbil, Irak gouvernementale

Type de contrat internationale, ACTED a été commis à l'aide humanitaire immédiate pour aider les

personnes dans le besoin urgent et protéger la dignité des personnes, tout en co-crédant des opportunités à long terme pour une croissance durable et la réalisation du potentiel des gens.

Efforts pour répondre aux ACTED crises humanitaires et renforcer la résilience; promouvoir une croissance inclusive et durable; co-construire une gouvernance efficace et soutenir la construction de la société civile dans le monde entier en investissant dans

La suite à la page 19

JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

les gens et leur potentiel. Nous allons le dernier kilomètre: la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. ACTED développe et met en œuvre des programmes qui ciblent les plus vulnérables parmi les populations qui ont souffert d'un conflit, une catastrophe naturelle, ou des difficultés socio-économiques. L'approche de ACTED va au-delà de l'urgence immédiate vers les possibilités de moyens de subsistance à long terme la reconstruction et le développement durable.

Avec un budget de 190 millions d'euros en 2015, ACTED est actif dans 35 pays et met en œuvre plus de 495 projets par an pour atteindre over11 millions de bénéficiaires avec 400 membres du personnel international et le personnel national 4,300.

Pays	Profil	2015
Nombre de projets		8
3		
Nombre de zones		4
4		
Nombre de personnel national		3
3	1	
Budget annuel (EUR)		3
21	M	
Euros		
Nombre de bureaux		6
6		

Nombre de membres du personnel international

2 3
A propos ACTED

Depuis 1993, en tant qu'organisation non gouvernementale internationale, ACTED a été commis à l'aide humanitaire immédiate pour aider les personnes dans le besoin urgent et protéger la dignité des personnes, tout en co-créer des opportunités à long terme pour une croissance durable et la réalisation du potentiel des gens.

Efforts pour répondre aux ACTED crises humanitaires et renforcer la résilience; promouvoir une croissance inclusive et durable; co-construire une gouvernance efficace et soutenir la construction de la société civile dans le monde entier en investissant dans les gens et leur potentiel.

Nous allons le dernier kilomètre: la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. ACTED développe et met en œuvre des programmes qui ciblent les plus vulnérables parmi les populations qui ont souffert d'un conflit, une catastrophe naturelle, ou des difficultés socio-économiques. L'approche de ACTED va au-delà de l'urgence immédiate vers les possibilités de moyens de subsistance à long

terme la reconstruction et le développement durable.

Avec un budget de 190 millions d'euros en 2015, ACTED est actif dans 35 pays et met en œuvre plus de 495 projets par an pour atteindre over11 millions de bénéficiaires avec 400 membres du personnel international et le personnel national 4,300.

Pays	Profil	2015
Nombre de projets		8
3		
Nombre de zones		4
4		
Nombre de personnel national		3
3	1	
Budget annuel (EUR)		3
21	M	
Euros		
Nombre de bureaux		6
6		

Nombre de membres du personnel international
2 3

contexte de position et les principaux défis

ACTED a été présent en Irak soutenir les populations touchées par le conflit depuis 2004 et opère actuellement dans 15 régions. Pour les 4 dernières années, notre équipe de 350 personnes a répondu aux réfugié syrien et crise des personnes déplacées, notamment dans la région du Kurdistan d'Irak, où

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

plus de 1,5 soutien AGI millions de personnes. Notre approche multisectorielle répond aux besoins les plus urgents des personnes déplacées et des réfugiés en leur assurant la protection, la prestation d'une aide alimentaire de sauver des vies, en fournissant des forfaits d'hébergement et des articles non alimentaires avec des articles de sauver des vies et d'améliorer leur milieu de vie dans et hors des camps par gestion des camps et l'eau, l'hygiène et les activités de l'assainissement.

Rôles et responsabilités clés

En étroite collaboration avec les partenaires du consortium, le coordonnateur du Consortium assure que la mise en œuvre du projet du consortium selon la proposition approuvée et conformément aux règles et règlements du donateur. Le coordonnateur du Consortium facilite la coordination étroite et efficace et la collaboration entre les partenaires du consortium, assure une documentation de haute qualité des activités du projet et veille à ce que les résultats du projet sont atteints.

O b j e c t i f s :
représenter et positionner le consortium auprès des parties prenantes externes assurant la mission, la vision et les intérêts du consortium et ses membres sont protégés;

Afin de faciliter la coordination et la communication entre les partenaires du consortium

et assurer que le partenariat consortium fonctionne de manière efficace;

Pour assurer que le projet est mis en œuvre en temps opportun et professionnel, en fonction des objectifs, des objectifs et des indicateurs, conformément aux exigences des donateurs et les besoins des bénéficiaires basée sur.

Ses / ses principales responsabilités seront les suivantes:

1. Représentation

2. Coordination interne

3. Gestion du cycle de projet

3.1. Planification du projet

3.2. La mise en œuvre du projet de suivi

3.3. Contrôle de la qualité du projet

3.4. Gestion des subventions

Ville E r b i l

Expériences / Formation du candidat

Au moins 5 ans d'expérience dans la mise en œuvre du projet sur le terrain, de préférence dans un contexte international;

Être un joueur d'équipe;

Familiarité avec le système d'aide, et sa capacité à comprendre et exigence des donateurs gouvernementaux;

Excellentes compétences en communication et rédaction;

Capacité à coordonner et gérer les activités du personnel et de projet;

Aptitude avérée à travailler de manière créative et indépendante à la fois sur le terrain et dans le bureau;

Capacité d'organiser et de planifier efficacement;

Capacité à travailler avec des groupes culturellement divers de personnes;

Possibilité de voyager et de travailler dans des conditions difficiles et sous pression;

Courant compétences en anglais requis;

La connaissance de la langue locale et / ou de l'expérience régionale est un atout

Langues parlées

A n g l a i s

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités S o c i a l

Pays Moyen Orient, Irak

Contrat C D D

Durée du contrat

12 mois (renouvelable)

Salaire / Indemnité

Traitement défini par la grille de traitement ACTED; le niveau d'instruction, l'expertise, les difficultés, la sécurité et la performance sont considérés comme des primes de rémunération

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

allocation mensuelle prestation de services
s u p p l é m e n t a i r e médicaux, la vie et l' assurance
rapatriement + forfait de retraite

Logement et nourriture en
guest house de l'organisation

des frais de transport **Date de fin de**
couverts, y compris billet **validité 26/05/2017**
aller-retour supplémentaire
+ allocation bagages

ANNONCE

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3ème année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +226 64 20 00 26 / +226 72 08 03 03 / +226 61 08 03 03 / +226 72 07 09 09

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

01/05/2017 AU 08/05/2017 Groupe IV

1200 logements	25 36 02 52	Kouma	25 38 57 42	Sira	25 43 17 78
Afiya	25 48 83 47	Lallé	25 45 67 25	Somgandé	25 35 82 44
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Le Rocher	25 40 83 87	Sotisse	25 36 41 48
Bethani	25 31 31 41	Les Grâces	60 80 80 77	Unité	25 34 39 42
Choukouroula	25 40 93 76	Louis Pasteur	25 33 58 67	Vénégré	25 43 05 87
Circulaire Sède	25 38 44 91	Maignon	25 31 01 20	Vidal	2 5 31 52 88
Diawara	25 30 61 68	Musée	25 36 68 41	Vièl	25 45 98 25
Espoir	25 31 54 12	Natilgé	25 36 28 00	Wend Kuuni	25 36 20 15
Gare	25 31 62 06	Nongui	25 40 84 88	Wend Yam	25 48 30 47
Hippodrome	25 34 02 32	Ouédraogo	25 37 16 52		
Hôpital	25 30 66 41	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		
Jean Paul II	25 41 81 54	Principale	25 37 54 15		
Kadiogo	25 31 87 88	Sahel	25 31 81 95		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO